

Robert Fico, un « Orban de gauche » slovaque

Le premier ministre social-démocrate espère être réélu le 5 mars en faisant campagne sur le rejet des migrants

NITRA (SLOVAQUIE) - *envoyé spécial*

A la tribune de la salle multisport de Nitra, une ville de près de 80 000 habitants située dans l'ouest de la Slovaquie, ils sont tous sagement assis sur des canapés de cuir rouge. Les uns après les autres, des membres du gouvernement sortant vantent rapidement leur bilan, fait selon eux de sécurité et de prospérité économique. Que des hommes; aucune femme n'est ministre. L'assistance, elle, est composée de militants âgés et acquis au SMER-SD, une formation populiste de gauche affiliée au Parti socialiste européen, qui dirige seule, depuis le 15 mars 2012, ce pays de 5,4 millions d'habitants.

Parfois, des applaudissements surgissent. Surtout chez les marmies des premiers rangs. Surtout quand c'est « Robert » qui parle. Trapu, percutant, « leur » Fico, premier ministre, est candidat à sa réélection pour le scrutin législatif organisé samedi 5 mars. Le quinquagénaire a déjà gouverné deux fois le pays depuis son indépendance, en 1993, après avoir été militant communiste avant la chute du Mur.

Entre 2006 et 2010, c'était en coalition avec deux leaders nationalistes et xénophobes, ce qui lui valut d'être isolé de ses partenaires européens. En ricanant au sujet des six ou sept mini-partis de droite « éparpillés façon puzzle » qui tentent d'obtenir une majorité dans son dos, il adore montrer qu'il a encore la niaque.

« Non mais, vous imaginez tous ces gens travailler ensemble ? » demande-t-il au public. « Il y en a un qui voudra construire des mos-

quées, un autre qui acceptera les quotas [de 1100 migrants que Bruxelles souhaite envoyer en Slovaquie dans les deux prochaines années]. Nous, on vous propose la stabilité. Et on vous protège. »

Quotas, mosquées... Le chef ne parle plus que de cela. A la manière du conservateur Viktor Orban dans la Hongrie voisine. Son sacerdoce: défendre les Slovaques, catholiques, contre une vague de demandeurs d'asile censée incarner le cheval de Troie de l'islam en Europe.

En décembre 2015, en bon juriste de formation, il a déposé une plainte devant la Cour de justice de l'Union européenne - qui n'a « aucune chance d'aboutir », selon le politologue Grigorij Meseznikov - contre la répartition des demandeurs d'asile. Et depuis les attentats de Paris, il s'est mis dans l'idée de « surveiller chaque musulman du pays ».

« Rempart »

« Moi, j'applaudis des deux mains ! » Paulo Sabo, tout cela le rend très enthousiaste. A 68 ans, cet ancien ouvrier du secteur gazier vote pour le SMER-SD depuis deux décennies. « Quand j'ai entendu ce mot pour la première fois - islam - c'était il y a vingt ans en Yougoslavie. Tout de suite, ça ne m'a paru pas sympathique. Les musulmans ? Il y a des meurtriers là-dedans. »

Ce soir-là, personne dans l'assistance pour le contredire. « Fico a très bien su retourner la crise des migrants à son avantage », analyse Branislav Visnansky, un jeune doctorant qui rédige en ce moment sa thèse sur les meetings de son premier ministre.

« A l'écouter, on croirait qu'il est notre seul rempart contre une invasion. »

Et pourtant non : 330 personnes seulement ont réclamé la protection de la Slovaquie en 2015. Seules huit d'entre elles s'y sont vu accorder l'asile. En réalité, les réfugiés ne connaissent souvent pas ce petit pays.

Mais peu importe : mercredi 2 mars, Robert Fico est allé jusqu'à la frontière grecque pour féliciter 25 de ses policiers qui aident leurs confrères macédoniens à patrouiller. Evidemment, les télé slovaques étaient là.

« Il peut leur dire merci, aux réfugiés », ironise tristement Alena Krempaska, de l'Institut des droits humains, une ONG qui regrette que le Parti socialiste européen laisse Robert Fico monter ses citoyens contre une « menace » fantôme, lui qui, pourtant, est toujours prompt à critiquer

Viktor Orban. La dégradation inquiétante des services de santé, les problèmes dans les écoles et les affaires de corruption sont passés au second plan. On n'en parle presque plus.

Cadeaux électoraux

Pendant un temps, Robert Fico a bien tenté de vendre son bilan : après de longues années d'austérité, il a réduit la TVA, augmenté les allocations et le salaire minimum. Pour les étudiants et les retraités, le train est désormais gratuit. Mais ses cadeaux électoraux n'ont pas suffi à enrayer la chute dans les sondages. Alors il a commencé à raconter partout que son devoir était d'empêcher l'installation d'une « communauté musulmane compacte en Slovaquie ».

Pour l'instant, on en est loin. Bien sûr, il y a des musulmans. Quelques milliers peut-être, personne ne saurait décompter leur nombre exact. Trois salles de prière très modestes accueillent les fidèles du vendredi à Bratislava, dans la capitale.

Il y a là des ingénieurs, des médecins et des scientifiques, arrivés du temps de l'Union soviétique. Ils se mêlent à des Bosniaques, à une poignée d'intellectuels convertis et même à deux ou trois chiïtes.

« Avant, personne ne parlait jamais de nous », s'étonne Mohamad Safwan Hasna, un interprète

assermenté venu de Syrie il y a vingt-cinq ans pour suivre ses études. « Maintenant, les gens me contactent sur Facebook. Ils disent qu'il faut nous mettre au four ! »

Pour tenter de calmer le jeu, des courageux désignés dans son entourage font la tournée des médias. Ils papotent terrorisme, niqab et djihad sur les plateaux des talk-shows. « De la pédagogie », selon Mohamad Safwan Hasna. Il répond volontiers présent, même s'il maudit l'amalgame. En tout cas, son malheur ferait presque le bonheur... des Roms. Cette fois-ci, avant les élections, personne n'a pensé à leur taper dessus. ■

BLAISE GAUQUELIN

Depuis les attentats de Paris, M. Fico s'est mis dans l'idée de « surveiller chaque musulman du pays »